



Salariés du public et du privé :

MÊMES ATTAQUES, MÊME COMBAT

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse !

Le 19 mars, la fonction publique était appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses, notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

Les salaires, mais pas seulement

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante, comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée, s'invite aussi la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

Dans le 93 et ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

Choc de la lutte contre le « choc des savoirs »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante. » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être raboté. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmilière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

L'épreuve des JO

La direction du Centre financier a décidé d'adapter des mesures à la période des Jeux Olympiques. En théorie, nous devrions pouvoir être en télétravail jusqu'à quatre jours par semaine (bien sûr en fonction des « nécessités du service »), et il y avait l'annonce d'une tolérance en cas de retard (à condition de prévenir à l'avance... on se demande comment). De plus, sur les sites de la Banque Postale, il est « fortement recommandé » de poser au moins trois semaines de congés entre le 15 juillet et le 30 août.

Tout cela, paraît-il, pour nous épargner les désagréments liés aux difficultés de transport. Alors que les changements d'horaire imposés obligent celles et ceux qui travaillent en brigade à se déplacer aux heures de pointe, où les transports sont déjà surchargés... Cherchez la logique.

Réorganisation, année zéro

Un mois après le déménagement de Paris 15 à Bonvin, rien ne s'est amélioré. Entre les ascenseurs qui ne marchent pas (et quand ils fonctionnent, on monte ou descend dans le noir) et les collègues piétons qui galèrent à rentrer de tournée, c'est le grand n'importe quoi. Dernière en date, les nouveaux casiers de vestiaires commandés par la direction qui ne sont toujours pas là. En arrivant, les collègues avaient des casiers trop petits, maintenant ils n'en ont plus du tout !

Avec les plafonds défoncés et les rideaux en carton dans leur lycée, des élèves du 93 ont réussi à faire le buzz sur les réseaux sociaux. À Paris 15, on tient un filon avec nos locaux défectueux. À vos caméras !

Trop de quartiers à découvert !

C'est bientôt la vente et, bien que la réorganisation vienne de passer, il y a encore une vingtaine de quartiers disponibles. C'est beaucoup trop. Il faudrait que chaque quartier ait un titulaire, et ce n'est pas du tout le cas.

Un poste stable, c'est la seule solution pour des conditions de travail décentes, mais aussi pour la qualité du service.

Mission (presque !) impossible

Pour toucher la prime d'intéressement, c'est tout un tas de manipulations avec des applis. Comme par hasard, l'accès au lien « épargne salariale » plante... mais ça ne fait pas pousser nos salaires !

Si c'est pour nous décourager à la toucher, ça devrait à l'inverse nous encourager à exiger des augmentations avec versement immédiat !

Drogue : pas de plan XXL contre la pauvreté

Emmanuel Macron a effectué une visite surprise à Marseille, cité de la Castellane, pour le lancement de la première d'une dizaine d'opérations « Place nette XXL » qui devraient s'étendre sur plusieurs semaines en

France. Pour l'occasion, 800 à 900 gendarmes, policiers et douaniers avaient été mobilisés pour quadriller ce quartier sensible. Mais, une fois le président parti, il y a de fortes chances que le trafic de drogue continue. Car pour l'éradiquer il ne suffit pas de montrer ses muscles et de sortir les matraques, il faut aussi et surtout s'en prendre à la misère, au chômage, au mal logement et aux conditions sociales sur lequel il prospère. Tous les moyens dépensés pour les flics et leurs armes seraient bien mieux employés à rénover les logements et les services, et à combattre la pauvreté. Mais on ne pourra pas compter sur le gouvernement au service des riches pour le faire...

Voyage de Macron à Marseille, épisode 2

Lors de ses déambulations dans la cité phocéenne, le Président de la République – accompagné du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, du garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, et de la secrétaire d'État à la Ville, Sabrina Agresti-Roubachea – a été interpellé à de nombreuses reprises sur la situation à Gaza et la politique de Paris.

« Aujourd'hui, qu'est-ce qu'on fait pour la Palestine, M. Macron ? », s'est indigné un Marseillais en l'accusant de « verser de l'eau dans le sable » avec l'action humanitaire de la France dans la bande de Gaza. « Au nom de Dieu, ne laissez pas ces enfants mourir », a imploré une grand-mère en pleurs, en demandant au président de « faire quelque chose pour les Palestiniens ».

Un habitant de la cité de la Castellane lui a reproché de pratiquer « deux poids, deux mesures » dans son action en Ukraine et à Gaza. Et la réponse lénifiante de Macron vantant son action diplomatique et l'aide humanitaire larguée par avion aux Gazaouis n'a pas convaincu grand monde.

Lycées vétustes sur les réseaux sociaux

Une vidéo humoristique postée sur les réseaux sociaux où élèves et professeurs d'un lycée de Sevrans (93) alertent sur l'insalubrité de leur bâtiment, a déjà plus de 1,7 million de vues. À Saint-Denis (93), des enseignants publient des vidéos de rongeurs dans un couloir d'un lycée. Dans un internat de Melun (77), ce sont des fenêtres cassées ou des problèmes d'électricité. Vu l'état des bâtiments d'enseignement dans le pays, cette vague de vidéos risque de devenir virale. La région Île-de-France, en charge des lycées, indique être « pleinement mobilisée », ça ne mange pas de pain mais ne risque pas d'améliorer grand-chose.

**Contre l'Europe forteresse,
à bas les frontières !**

MEETING DU NPA

Samedi 23 mars 17h

Théâtre Le République